

AI Index: PRE 01/417/2009
02 December 2009

Pérou. La justice doit se prononcer sans distinction sur tous les actes de violence commis en Amazonie

Les autorités péruviennes doivent mener une enquête juste et impartiale sur les morts provoquées par les violences qui ont éclaté lorsque des membres de communautés indigènes d'Amazonie ont érigé un barrage routier en juin 2009. Tel est le message qu'envoie Amnesty International dans son nouveau rapport sur le Pérou.

L'organisation demande qu'une enquête exhaustive sur la mort de dix indigènes et membres de la population locale soit menée au même titre que les investigations en cours sur l'homicide de 23 policiers lors des mêmes événements.

Au moins 200 personnes ont également été blessées le 5 juin lorsque la police est intervenue sur une route près de Bragua pour mettre fin au mouvement de protestation de plusieurs centaines de personnes au sujet de l'utilisation de terres et de ressources naturelles.

« Des mesures doivent être prises pour déférer à la justice les personnes soupçonnées d'être responsables de ces graves atteintes aux droits humains et fournir des réparations aux victimes », a déclaré Guadalupe Marengo, directrice adjointe du programme Amériques d'Amnesty International.

Des milliers de membres de communautés indigènes ont bloqué pacifiquement cet axe routier pendant plus de 50 jours pour protester contre une nouvelle loi menaçant selon eux leur mode de vie.

Le rapport indique qu'alors que plusieurs manifestants ont été arrêtés et inculpés en relation avec la mort des policiers, aucune des personnes soupçonnées d'implication dans l'homicide ou les blessures dont ont été victimes des manifestants n'a été inculpée à ce jour.

Des dirigeants indigènes ont été intimidés et harcelés par les autorités.

« Les manœuvres de harcèlement et d'intimidation à l'encontre de dirigeants indigènes doivent cesser et le droit des peuples indigènes au consentement préalable, libre et éclairé pour toute décision pouvant affecter leur droit à une terre et à des ressources doit être garanti », a déclaré Guadalupe Marengo.

Pendant son enquête, Amnesty International a parlé avec des témoins et des proches de personnes tuées qui lui ont donné des précisions sur l'éclatement des violences.

Amnesty International s'est notamment entretenue avec Violeta Piitug Wampush, veuve de Felipe Sabio César Sánchez, dirigeant de la petite communauté indigène des Wawás et reporter pour une station de radio locale.

Cet homme a été abattu alors qu'il sortait de l'hôpital de Bagua où il s'était rendu pour donner des informations sur des membres de communautés indigènes tués ou blessés ce jour-là.

« *De la même façon qu'ils reconnaissent les policiers [morts le 5 juin] comme des personnes au service de l'État, ils devraient reconnaître [mon] mari aussi ...[il] est mort pour la défense du territoire amazonien* », a-t-elle déclaré à Amnesty International.

Onze des 23 policiers ont été tués alors qu'ils avaient été pris en otages par des manifestants des communautés indigènes ; le sort d'un des policiers demeure inconnu.

Flor de María Vásquez, l'épouse du commandant Miguel Antón Montenegro Castillo, un des policiers tués le 5 juin, attend toujours de savoir pourquoi la police n'a pas envoyé de renforts pour venir en aide aux policiers présents sur place.

« *Cette situation aurait pu être évitée, ils auraient pu leur venir en aide, ils auraient pu les sauver. Pourquoi ne sont-ils pas allés sur place ? Ils ne nous ont pas donné de réponse à cette question*, a-t-elle déclaré à Amnesty International.

Complément d'information

En juillet 2009, Amnesty International s'est rendue dans les localités de Bagua et Bagua Grande et dans certaines des communautés indigènes ayant pris part au barrage routier et aux manifestations.

Amnesty International a interrogé des proches de personnes mortes lors des événements, y compris des membres de familles de policiers tués, ainsi que des manifestants, des détenus, des témoins et des responsables indigènes et locaux.

Le rapport *Peru: Bagua six months on – “Only because we think and speak differently, they are doing this injustice to us”* sera disponible à partir du 2 décembre 2009 à 00h01 TU sur www.amnesty.org.